Grdr
Migration - Citoyenneté - Développement

N° 21
Décembre 2017

L'Envol des Cigognes

La lettre aux adhérents et sympathisants du Grdr

L'EDITORIAL

*D'**Elvira Maria Gomes Lopes**[1], présidente du COS de Cacheu*

Le Conseil d'orientation et de suivi (COS) de Cacheu se réjouit de l'honneur qui lui est fait de rédiger l'éditorial de ce 21ème numéro d'Envol des Cigognes.

La création du COS est sans doute une grande opportunité pour notre région. De mémoire, jamais auparavant les populations de Cacheu n'ont été invitées à intégrer la base associative d'une grande ONG. Aujourd'hui, nous faisons partie du Grdr et adhérons à ses valeurs de citoyenneté. Nous les faisons vivre sur nos territoires. Notre connaissance des enjeux locaux et notre proximité avec les autorités locales et les populations de la région permettent de garantir la cohérence d'action du Grdr.

Dans ce grand chantier de changement politique et social dans les territoires bissau-guinéens, le COS de Cacheu cherche à construire une vision globale et concertée du développement territorial et à promouvoir des initiatives citoyennes étroitement articulées avec les aspirations des habitants des territoires des régions de Cacheu et d'Oio.

Le COS s'implique dans la mise en œuvre des actions des équipes du Grdr et veille à ce que celles-ci soient pensées collectivement comme des innovations sociales et économiques servant de laboratoire à la construction d'une nouvelle citoyenneté. C'est ainsi que notre COS soutient l'émergence d'initiatives citoyennes dans les quartiers de la ville de Canchungo. Ces initiatives sont généralement impulsées par les migrants. Elles intéressent aussi bien le secteur marchand que les services sociaux de base (éducation, santé, électricité...) "abandonnés" par l'Etat.

Ainsi, nous invitons toute la diaspora bissau-guinéenne et tous les acteurs politiques et institutionnels de notre pays à nous accompagner dans cette mission.

Notre singularité linguistique lusophone nous met certes face à un défi majeur. Il limite notre accès à toutes les connaissances produites et capitalisées par le Grdr.

Nous comptons sur vous, chers collègues et lecteurs pour votre contribution à la réponse à la question suivante : dans quelles conditions pourrions-nous améliorer la gouvernance démocratique et la participation citoyenne dans les territoires en Guinée Bissau, dans un contexte marqué par l'absence de décentralisation?

[1] *Elvira Maria Gomes Lopes a été enseignante pendant plus de dix ans avant d'être nommée successivement Directrice régionale de l'éducation et inspectrice de l'enseignement primaire et secondaire.*

AVANT-PROPOS

Tout nouveau, tout beau ! Des connaissances à lire et à partager.

L'Atlas « Un littoral en mouvement », 140 pages et de magnifiques photos, est désormais largement diffusé et disponible en ligne. Si vous souhaitez recevoir le document, merci de nous retourner le bon de commande qui est accessible en bas de cette page en suivant ce lien.

Vous trouverez dans ce numéro trois articles sur **l'action du Grdr dans cette Région** (thèmes des parties 2, 3 et 4 de l'Atlas). **Sur les mobilités** (p.7), M. Nfaly Badji, directeur de l'Agence régionale de développement, nous présente l'Espace Migration de Développement de Sédhiou. **Sur l'évolution des modes de vie,** les femmes de la ville de Canchungo, en Guinée-Bissau, illustrent ces changements (p9). Enfin, **sur les enjeux fonciers et la diversification des ressources agricoles**, vous pourrez lire une synthèse suivie par un exemple concret (P.11).
Vous découvrirez ensuite le portrait d'un militant du Grdr, **Aziz Abdou Badji** (p. 14) ainsi que des **suggestions de lecture** (p. 16).

Vie Associative – Evènement 2017

Mais avant cela nous reviendront sur le temps fort annuel de la vie associative du Grdr, intitulé « *Entre la Guinée-Bissau et le Sénégal, un bassin transfrontalier en mutation* ». Parce que réunir, dans une salle de l'AFD à Paris, un jeudi après-midi, plus de cent personnes autour des enjeux d'une Région aussi méconnue était un véritable challenge. Pour celles et ceux qui n'ont pu participer, nous vous proposons ici **un premier aperçu synthétique des échanges** animés avec talent par Mme Charlie **DUPIOT**, journaliste à RFI.

Après la présentation de l'Atlas par **Yvan LE COQ** (Grdr), l'après-midi était organisée en deux table-rondes :

La première s'intitulait **« Ressources naturelles, populations et territoires ».** Y ont participé **:** M. Léopold **COLY** – *Député, maire de la commune de Niamone (Sénégal),* M. Tidiane **SANE** - *Enseignant-chercheur, Université Assane Seck de Ziguinchor (Sénégal),* Mme Constance **CORBIER** - *Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM/AFD)*, Mme Aissa **REGALLA DE BARROS** - *Institut de la Biodiversité et des Aires marines Protégées (IBAP) (Guinée-Bissau)*

La seconde table-ronde portait sur la « **Géopolitique et l'intégration économique ».** avec la participation de **:** M. Vincent **FOUCHER** - *Chargé de recherche au CNRS, directeur de la revue Afrique Contemporaine*. M. Paulo **GOMES** – *Economiste bissau-guinéen, ancien directeur exécutif de la Banque Mondiale pour l'Afrique subsaharienne*, M. Eric-Charles **GOMIS** - *Elu de la commune de Trappes en France (1995-2014), consultant en politiques publiques*, M. Robert **SAGNA** - *Membre du gouvernement sénégalais (1978-2000) et maire de Ziguinchor (1984-2009)*.

La parole a ensuite été donnée aux **deux grands témoins :** M. Laurent **BOSSARD** - *Directeur du Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest de l'OCDE* et M. Henri-Luc **THIBAULT** - *Directeur du pôle « Développement, enjeux globaux et partenariats » à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD)*

« ENTRE LE SENEGAL ET LA GUINEE-BISSAU, UN BASSIN TRANSFRONTALIER EN MUTATION »

Retour sur la rencontre-débat du 23 novembre (1ère partie)

Par **Michel Colin de Verdière,**
Membre du conseil d'administration

Deux idées semblent faire consensus chez les participants et auditeurs attentifs de ce débat autour d'un pays-frontière singulier. En premier lieu, la Région offre un énorme potentiel. Ce constat issu de la recherche-action du Grdr est validé par le panel comme nous le verrons plus en détail dans l'article suivant. En second lieu, cette rencontre-débat a fait ressortir l'opportunité de mettre en place un programme d'action ambitieux associant Etats, populations et entreprises. Les diasporas pourraient davantage s'impliquer dans le plaidoyer pour la Région. Celle-ci a un des meilleurs réservoirs de diaspora nous a dit Paulo Gomes. Celle-ci peut avoir un rôle d'ambassadeur.

***Arrivée de la pêche sur la plage de Kaffoutine, en Casamance, au Sénégal. La pêche et la transformation de produits halieutiques génère de nombreux emplois et jouent un rôle clé dans l'alimentation. La production locale est en grande partie exportée vers les villes.* ©Jeff Russel**

Face aux enjeux nationaux parfois divergents, les populations aspirent à la paix et à la coopération.

L'histoire du partage colonial et des indépendances pèse encore lourdement sur le quotidien des habitants. Le caractère artificiel des frontières est unanimement souligné. Autres constats : langues et monnaies sont différentes avec certains pays voisins (Gambie notamment) et, malgré l'entrée de la Guinée-Bissau dans la Zone franc, les politiques de protection nationales favorisent les détournements des flux de marchandises… *Vincent Foucher* signale ainsi les opportunités générées par l'existence de ces frontières plus que centenaires : le différentiel entreles politiques tarifaires et les monnaies est exploité par les (très anciens) réseaux marchands sous-régionaux, mais aussi les forces de l'ordre basées sur les frontières et les axes routiers.

La Guinée-Bissau n'est toujours pas sortie de sa crise politique, mais il y existe un *écosystème de personnes* qui, par son engagement, a protégé son

environnement naturel (*Paulo Gomes*). La politique de la Gambie depuis le changement à la tête de l'Etat n'est pas toujours claire. Le Sénégal reste un élément stabilisateur, d'autant qu'une accalmie est sensible dans le conflit en Casamance *(« tout le monde en a marre »* (de ce conflit) dit même *Robert Sagna*). Guinée et Mauritanie restent toutefois méfiantes par rapport à une volonté d'un leadership possible trop fort du Sénégal (*Vincent Foucher*).

La Guinée-Bissau narco-état ? Certes, au travers de son système politique et sécuritaire, elle a été un maillon du trafic de la drogue provenant d'Amérique centrale vers l'Europe (*Vincent Foucher*). Ce n'est plus vraiment le cas aujourd'hui. Le qualificatif de *narco-état* est, en tout cas, impropre. En effet, en Guinée-Bissau, les recettes liées au trafic de drogue n'ont jamais financé le budget de l'Etat, mais certaines personnes (*Eric-Charles Gomis*).

Globalement, la Région n'est pas en crise comme l'est aujourd'hui une partie de l'Afrique centrale. Elle n'est pas non plus, pour l'instant, menacée par l'insécurité qui règne dans la zone sahélienne au sud du Sahara. Différentes religions y coexistent sans tensions visibles à l'exemple de la ville de Canchungo (*Yvan Le Coq*). Elle reste cependant vulnérable, ce qui justifierait de consolider davantage investissements et gouvernance locale. La prévention est toujours plus aisée que la reconstruction post-conflit…

La mobilité des personnes et des biens est un facteur essentiel de résilience. La coopération régionale a un rôle essentiel à jouer.

Les habitants de la Région sont liés par un héritage commun antérieur à la création des Etats. Les liens entre les populations sont très forts au-delà de la diversité des lieux de résidence (villages, villes, étranger). Ils sont facilités par les mobilités saisonnières (rural-urbain) et l'explosion des réseaux de télécommunications.

Les transports sont une question-clé. Routes, futur pont sur le fleuve Gambie, ports « efficaces » (maillons stratégiques des échanges extérieurs et donc des ressources douanières) et aéroports sont des enjeux prioritaires. Les progrès réalisés et ceux programmés sont mis en avant, avec un hommage rendu à la coopération européenne et à son investissement dans les infrastructures routières (Ziguinchor à deux heures de Bissau et de Banjul !).

Malgré les liens entre les territoires et leurs habitants, malgré le changement à la tête de la Gambie, Banjul semble rester dans une stratégie de défiance par rapport à Dakar (*Eric-Charles Gomis*).

La construction régionale dans le cadre de la CEDEAO est essentielle pour le développement. Seul un partenariat entre les Etats et les entreprises permettra la croissance économique. Sans cette croissance, *la jeunesse se fera entendre*, nous alerte *Paolo Gomes*. Les populations sont *en avance sur les Etats* dans cette Région (*Robert Sagna)*.

Il est remarquable que l'aide au développement ne soit jamais citée par les participants comme un élément déterminant pour l'avenir de la Région. Malgré une question orientée dans ce sens, personne ne semble croire à l'efficacité d'une politique européenne plus restrictive sur les mobilités (conditionnalité de l'aide publique au développement). Certains intervenants évoquent, à cette occasion, le scandale de l'esclavage en Libye et les coûts démesurés de Frontex (*Eric-Charles Gomis*).

notamment renforcer le soutien aux pays de transit en Afrique à travers une aide au développement et en échange d'un contrôle des migrants et muscler la lutte contre les trafics des migrants.

Le Vieux Continent continue de vouloir distinguer les réfugiés politiques et les exilés économiques dont il ne veut pas. Emmanuel Macron a déchaîné les protestations des ONG en proposant d'installer des « hot spots » (centres de tri) dans les pays d'origine et de transit.

« ENTRE LE SENEGAL ET LA GUINEE-BISSAU, UN BASSIN TRANSFRONTALIER EN MUTATION »

Retour sur la rencontre-débat du 23 novembre (2nde partie)

Par Michel Colin de Verdière,
Membre du conseil d'administration

Un éleveur promène son troupeau dans la mangrove, près de Canchungo, en Guinée-Bissau.©Jeff Russel

Les ressources naturelles et les écosystèmes associés sont bien LA richesse de la Région

La plupart des intervenants ont confirmé le diagnostic de l'Atlas coordonné par le Grdr : la Région est et reste riche de sa biodiversité. Tous partagent le constat du retour à une pluviométrie meilleure que celle des années 1970-1985 et on note l'absence de discours catastrophiste (*Tidiane Sané*). La surface couverte par la mangrove s'étend notamment en Guinée-Bissau (*Aissa Regalla*). Aucun participant n'a mis en priorité les conséquences du changement climatique. Cela signifie-t-il que l'adaptation serait déjà intégrée dans les pratiques ?

Avec ce travers universel qui consiste à rendre l'Autre (l'allochtone) responsable des problèmes, les principales menaces évoquées sont souvent imputées aux Etrangers (*Vincent Foucher*), notamment dans le domaine de la pêche artisanale ou industrielle (le tiers du budget national bissau-guinéen vient des accords de pêche) (*Aissa Regalla*). Certains investissements (barrages comme celui d'Affiniam) financés par l'extérieur ont également des effets néfastes.

Plusieurs intervenants ont pointé la dimension culturelle (rassemblements annuels, autorités coutumières), ciment essentiel du vivre-ensemble, notamment dans ces espaces transfrontaliers (Tidiane Sané, Robert Sagna). Même la riziculture inondée, secteur chéri de l'aide internationale aux résultats souvent décevants, remplit une triple fonction, alimentaire certes, mais aussi culturelle et cultuelle (Léopold Coly).

***Des femmes récoltent le riz dans les champs de Birban, en Guinée-Bissau. L'évolution des rapports de production et des modes de vie des familles, la concurrence du riz importé ou encore les évolutions pédoclimatiques récentes ont considérablement affecté la place des rizicultures dans les systèmes d'activité ruraux.* ©Jeff Russel**

Sur les produits locaux, une proposition est faite sur l'opportunité de renforcer les démarches de traçabilité et de certification, notamment pour les produits destinés aux marchés extérieurs, par exemple l'huile de palme ou la noix de cajou (*Constance Corbier, Paulo Gomes*), auxquels aurait pu s'ajouter la crevette. La lutte contre la déforestation sauvage (bois rouge – vène - exporté en Chine par le port de Banjul) est relevée. L'engagement des deux pays pour la protection, dans le cadre des conventions internationales, est réaffirmé.

Avec l'accroissement de la population, l'espace devient fini. Les plantations (anacardier en particulier) reflètent certes la volonté d'appropriation du foncier, mais aussi l'attrait d'une production adaptée au milieu et rentable. Les aires protégées cogérées avec les utilisateurs sont ainsi mises en avant comme solution efficace pour une gestion durable des ressources littorales (*Aissa Regalla, Constance Corbier*).

Chacun est conscient des défis posés par les futures activités extractives (pétrole off-shore, sables des dunes riches en zircon). Face à la vigilance et à la dénonciation des incohérences des politiques publiques du côté de militants présents dans l'auditoire, le langage du côté de responsables politiques s'est voulu rassurant (*Robert Sagna*). Il se confirme qu'il s'agit d'un des enjeux stratégiques des prochaines années, tant pour la coopération entre les deux Etats (partage des revenus du pétrole) que pour les impacts sur les populations (dégradation des espaces littoraux). Le tourisme a été peu abordé, notamment sous l'angle des éventuelles conséquences possibles des industries extractives. Il en a été de même pour l'urbanisation, peu développée dans le Rapport (*Léopold Coly*).

LES MOBILITES HUMAINES DANS LA REGION DE SEDHIOU

par Mathilde Chassot,
Membre du conseil d'administration et du COS de Lille

© Jeff Russel

Les mobilités humaines sont essentielles à considérer pour la compréhension de la Région. La population y a doublé en quarante ans, avec une tendance à l'urbanisation même si l'urbain et le rural demeurent encore très imbriqués. Les mobilités sous régionales sont majoritaires, à la fois pour la poursuite d'études (principal motif de départs) mais aussi en réponse à la demande de main d'œuvre sur certains territoires ou au sein de filières particulières (la pêche par exemple qui entraîne l'accueil de nombreux ressortissants du nord Sénégal, Ghana, ou Guinée).

Les mobilités humaines représentent aussi un potentiel de développement économique pour la Région. Mais, faute de coordination entre la diaspora et les acteurs locaux, les actions ne sont pas toujours bien intégrées au développement local des territoires. Dans la région de Sédhiou, le Grdr intervient aux côtés de l'Agence Régionale de Développement (ARDS) pour renforcer l'accompagnement des projets portés par les migrants. Dans le cadre de ce Programme d'Appui aux Initiatives de co-développement économique local de la région de Sédhiou (PAICODEL-S), divers outils et formations ont été élaborés, en premier lieu, **l'Espace Migration de Développement de Sédhiou** (EMDS). Il rassemble tous les acteurs impliqués, sur le modèle de l'Espace Migration Développement de Kayes (EMDK).

Dans le même ordre d'idées, l'ARDS met désormais à disposition de la diaspora un portail numérique, le « Help Office for Migrants » (HOM) (*migrantsoffice.ardsedhiou.org*). Cet outil d'accompagnement des expatriés porteurs d'initiative leur permet d'entrer en interaction avec l'ARDS et son réseau du secteur public, permet aux élus de mieux sensibiliser sur les priorités en matière de développement local et d'orienter les migrants vers les opportunités de financement.

M. Nfaly Badji, Directeur de l'ARDS nous explique tout ceci plus longuement (page suivante).

Mr Badji, vous êtes directeur de l'Agence Régional de Développement (ARD) de Sédhiou. Pouvez-vous nous présenter l'ARD et sa place dans le contexte actuel de décentralisation au Sénégal ?

L'ARD de Sédhiou est une structure d'appui technique et de conseil aux collectivités territoriales de la région de Sédhiou. Elle joue un rôle extrêmement important dans le contexte actuel de l'Acte III de la décentralisation au Sénégal, en termes d'appui à la coordination et à l'harmonisation des interventions et initiatives des collectivités territoriales en matière de développement local. C'est justement, fort de ces missions, que nous apportons aujourd'hui notre contribution dans les différentes « politiques » initiées par les autorités locales et nationales sur les questions de Migration et Développement, en parfaite synergie, bien sûr avec des partenaires stratégiques comme le Grdr.

- L'ARD met en œuvre l'Initiative « Help Office for Migrants » (HOM) avec le Grdr. En quoi les enjeux Migration/Développement rencontrent les enjeux du territoire et les missions de l'ARD ?

S'il y avait une barrière à la mobilité des personnes et des biens depuis la nuit des temps, il n'y aurait pas vie dans les territoires aussi bien d'origine que d'accueil des migrants. Pour qu'il y ait vie, il faut forcément des échanges, sur les plans culturel, économique, social, scientifique, etc. entre les différents peuples, les différents gouvernements locaux. Ce sont ces échanges qui font d'ailleurs la richesse de la Migration, contrairement aux idées négatives que certaines Institutions et Autorités, certains Etats et Organismes théorisent et véhiculent. C'est bien dommage. Aujourd'hui, dans la région de Sédhiou, les enjeux en matière de développement sont énormes et concernent essentiellement le développement de filières économiques et la formation et l'employabilité des jeunes. La mobilisation de la diaspora dans le développement économique et social des territoires d'origine est également un enjeu important. Elle passe naturellement par l'organisation de cette diaspora au niveau des territoires d'accueil mais aussi et surtout la prise en compte des préoccupations la concernant, dans les documents de planification de référence des collectivités territoriales d'origine…

- **Pouvez-vous nous citer un exemple concret, une belle concrétisation de l'Initiative HOM ?**

La redynamisation de l'Initiative HOM a été rendue possible grâce à un partenariat avec le Grdr et ses bailleurs. Cela nous a permis d'engranger des résultats très positifs, très concrets, avec la mise en place d'outils et instruments qui ont fait du HOM une référence au plan national et international en termes d'accompagnement des acteurs des territoires sur des questions migratoires. On peut à ce titre citer la conception d'une plateforme interactive mais également la mise en place de l'Espace Migration et Développement de la région de Sédhiou (EMDS), qui est un cadre de concertation et de proposition, regroupant des acteurs divers (élus, migrants, acteurs de la société civile, services techniques déconcentrés, etc.). Nous avons réussi aussi, à travers le Fonds d'Appui aux Initiatives de Co-développement économique, à financer une dizaine de projets de migrants entrepreneurs. Ce qui a permis de créer 43 emplois directs, 760 emplois indirects dont 84 % en faveur des femmes. Il s'y ajoute une dimension extrêmement importante de production des connaissances, confiée au Grdr, avec des études et profils migratoires réalisés aussi bien en Afrique qu'en Europe. Pour ce qui est des missions sur le double espace « Europe-Afrique », elles sont déterminantes dans les échanges entre les collectivités territoriales d'ici et d'ailleurs d'une part, et d'autre part entre les collectivités territoriales d'ici et leurs ressortissants basés en Europe, en France et en Espagne, précisément. Elles nous ont permis d'engager la réflexion, en lien avec l'organisation des associations de migrants en Fédération, dans ces deux pays, avec l'accompagnement des points focaux HOM.

- Quelles pistes de travail le HOM, avec ses partenaires, souhaite explorer dans les années à venir ?

Nous travaillons sur la recherche de fonds afin de poursuivre et consolider les belles et concrètes initiatives développées. Il s'agira donc pour nous de poursuivre le développement et le suivi en ligne de la plateforme interactive HOM ; de poursuivre les rencontres de sensibilisation au plan national et international sur l'initiative HOM et les outils/instruments mis en place en vue d'aider à la territorialisation de cette Initiative en Casamance … Autant d'éléments de perspectives qui méritent d'être soutenus, sur les plans techniques et financiers.

A CANCHUNGO, LES FEMMES AU CŒUR DU CHANGEMENT

par Dominique Cécile Vernat, adhérente

Nous remercions Assane Coly, responsable des activités génératrices de revenus dans le programme de Canchungo, pour sa contribution à cet article.

© Jeff Russel

Accompagner la dynamique de changement des plus vulnérables

Bien que la Guinée-Bissau soit classée parmi les 15 pays les plus pauvres de la planète, les modes de vie et les systèmes d'activités, au travers de l'évolution des pratiques religieuses, des modes d'habitat, de la façon de s'alimenter, des mutations des modalités de déplacement et de transport évoluent. Depuis le début des années 2000, la téléphonie mobile a connu une croissance sans précédent pour devenir le bien de consommation le plus répandu sur la planète, avec un impact énorme au quotidien, notamment dans les pays d'Afrique. Les réseaux sociaux et télévisés ainsi que les migrations économiques « positives » ont accéléré l'envie des pays pauvres d'accéder à des modes de vie plus confortables. Le moteur de ces évolutions reste l'économie dans un système marchand où tout s'achète et tout se vend, où la débrouillardise et l'entraide familiale et communautaire demeurent encore solidement ancrés.

La réhabilitation de l'habitat, un levier pour le changement socioéconomique

La petite ville de Canchungo, 3ème ville du pays avec presque 12 000 habitants, vit une transformation importante depuis l'implantation du Grdr en 2009 puis la mise en œuvre du programme d'amélioration de l'habitat depuis 2014. Toute la population en a entendu parler et enbénéficie directement ou indirectement, individuellement ou collectivement, parce que chaque habitant a vu une jolie maison réhabilitée, passe devant les bureaux du Grdr, ou va chercher de l'eau à la source de Cum qui elle aussi a été réaménagée. Le bouche à oreille va bon train, le comité de suivi composé de 23 représentants des différents quartiers, relaie l'information auprès de la population. La pertinence de ce programme repose sur une approche globale du territoire qui permet de prendre en compte des situations de vulnérabilité, et d'apporter des réponses concrètes et visibles.

Toutes les habitations précaires de Canchungo n'ont pas pu bénéficier d'une réhabilitation, mais les interventions sur quelques maisons, dans différents quartiers, donnent envie à toutes les familles de faire un petit effort d'entretien et d'aménagement. Des jeunes ont été formés aux métiers du bâtiment, ils en parlent autour d'eux. Une maison des associations qui profitera à toute la population verra bientôt le jour. Toutes ces réalisations concrètes et visibles donnent envie, donnent des repères et tirent la population vers le haut en développant des attitudes positives et une dynamique nouvelle qui permettent l'épanouissement de chacun.

De la thésaurisation au compte d'épargne bancaire : un rêve de femme devenu réalité

Dans le cadre de ses actions, le Grdr a mis en place un « fonds vert » d'appui pour soutenir les femmes de familles économiquement ayant besoin d'une aide financière pour pérenniser leur activité professionnelle, souvent sous forme de microentreprise personnelle. L'idée étant de promouvoir les initiatives qui encouragent l'exploitation et la gestion rationnelle des ressources naturelles à Canchungo.

209 microprojets ont bénéficié de ce soutien. 80% sont portés par des femmes de tous les quartiers, grâce à une subvention moyenne de 200 euros par projet. Un tiers d'entre eux sont des créations. Les deux autres sont un appui au renforcement d'une activité déjà existante. Ils sont majoritairement liés à des activités commerciales (petits commerces, restauration de rue, artisanat) petites épiceries ambulantes, vente de produits divers, restauration rapide) et au secteur agricole (élevage, agriculture, maraichage et transformation de produits agricoles et agroforestiers).

Si ces activités sont la plupart du temps confinées dans le secteur informel, un partenariat a été noué avec ECOBANK pour l'ouverture d'un compte à chaque personne responsable de son AGR. L'ouverture d'un compte normalement facturé à 32 € par client a été faite gratuitement, dans le but de capter une nouvelle clientèle. Pour le Grdr il s'agissait d'apprendre à épargner aux porteuses de projets et de leur permettre d'accéder à un service qui les responsabilise davantage. Quant à elles, elles sont fières d'avoir accès à ce service bancaire qui, à leurs yeux, n'était réservé qu'aux riches. Quelques femmes porteuses de projets épargnent aujourd'hui pour améliorer leurs conditions d'habitat. L'épargne leur permet de faire des projets et de vivre moins au jour le jour.

Evolution des modes de vie et des systèmes d'activités

S'il est exemplaire et innovant, ce soutien reste modeste par son échelle et sa localisation.. Pour autant, il ne faudrait pas en minimiser l'impact car le reproduire dans d'autres communes, en l'adaptant au contexte local, démultiplierait ses effets. En effet, ces activités génératrices de revenus donnent aux femmes une place nouvelle, tant dans la cellule familiale que dans le quartier ou la ville, et les encourage à s'engager dans la vie locale et à accéder à une dimension citoyenne valorisante. Elles accèdent à un statut nouveau, se font entendre et respecter. Elles participent au même titre que les hommes au développement économique :elles épargnent, elles font des projets, elles se rencontrent entre elles et participent ainsi à l'évolution des modes de vie.

Que ces activités professionnelles soient individuelles ou collectives, elles entrainent les femmes dans une dynamique nouvelle qui les met en situation de planifier, de diriger, de gérer des comptes, d'organiser une activité, et de s'émanciper. Et comme pour l'habitat, si toutes les femmes n'ont pas pu obtenir un soutien financier pour développer une activité génératrice de revenus, toutes peuvent profiter des conseils et de l'expérience de celles qui ont été soutenues par le Grdr.

Et c'est toute la communauté qui en bénéficie. Car comme le disaitla doctoresse et écrivaine ivoirienne Aïscha Yatabary « *C'est la famille épanouie et dynamique qui conduit à la ville dynamique et c'est cette ville qui donne naissance à une nation dynamique et épanouie* ».

ACCOMPAGNER LE MAINTIEN DE LA DIVERSIFICATION AGRICOLE PAR UNE POLITIQUE DE QUALITE

Par Seybane Sidi Diagana,
Membre du conseil d'administration du Grdr (Kaedi)

L'activité humaine a contribué à générer des écosystèmes agroforestiers divers, dont des palmeraies, écosystèmes emblématiques de la Région. Les hommes sur cette photo cueille les noix de palmiers qui serviront à la production d' huile de palme et de savon sans mettre en danger l'environnement. Les patrimoines, savoir-faire et produits associés à ces palmeraies constituent un patrimoine menacé dans certaines localités, notamment par l'extension des verges d'anacardiers et la salinisation des terres. © Jeff Russell

La proximité étroite des sociétés du Sénégal (Basse-Casamance) et de la Guinée-Bissau avec leur propre environnement constituait un excellent levier pour l'économie agricole. C'est ce qui permettait à chacune de ces sociétés d'exploiter, au mieux, selon leurs besoins, les richesses de la nature dans toute leur diversité. Par des mutations incessantes et multiples, liées entre autres au croît démographique, les activités domestiques sont devenues plus complexes.

Le texte de l'Atlas « un littoral en mouvement » nous invite à observer les nouvelles tendances qui affectent, sous plusieurs aspects, la répartition des zones de culture et la diversification (ou la spécialisation) de celles-ci. La cartographie permet de mieux saisir la transition, sur longue période, entre les pratiques d'hier et celles d'aujourd'hui. Elle illustre leurs impacts sur les écosystèmes et agro systèmes. Par ailleurs, l'analyse de « *l'épineuse question foncière* » montre comment entrent en compétition les différents points de vue dans l'occupation de l'espace devenu « *limité* ».

Diversité des cultures. Nouvelles spécialisations, nouveaux acteurs.

Si le terroir-type se fonde sur le triptyque zones exondées - zones inondées et zones de transition, il n'en demeure pas moins que les types de culture et les superficies varient fortement d'une zone à l'autre. En effet, la forte croissance des zones bâties et des vergers dans les zones exondées (de l'ordre de 10 à 15 % de la superficie est exondée au Sénégal et quasiment le double en Guinée-Bissau) impacte fortement la diversité et les systèmes

de culture. Ainsi, d'une agriculture de subsistance marquée par sa diversité, certaines parties de ces territoires évoluent progressivement vers une agriculture marchande et parfois moins diversifiée.

Les champs de sésame et de patates, qui jadis ornaient le paysage, ont souvent laissé la place aux plantations d'agrumes, de manguiers, d'anacardiers et autres. À titre illustratif, au Sénégal, du fait de l'agriculture commerciale intensive, une nette régression des « cultures pluviales » et des « zones de jachère » qui occupaient les 3/4 des superficies cultivables s'est opérée en milieu rural. Ce constat est également valable pour la riziculture en zone inondée qui a subi une forte régression, passant de 80 % en 1968 à 60 % en 2015. Une baisse liée, si on exclut la cause climatique, à l'absence d'une main d'œuvre jeune, et surtout peu attirée par le travail agricole.

Dans un contexte marqué par le caractère marchand de l'agriculture, les acteurs transnationaux ont tout naturellement trouvé une brèche pour faire valoir leur savoir-faire. Ils ont rendu plus difficile l'amélioration des méthodes culturales classiques limitées le plus souvent à la consommation locale, donc incapables de supporter les nouveaux termes d'une agriculture « monétarisée ». Pour autant, on trouve toujours ça et là des « jardins de case » spécialisés dans diverses cultures comme les fruitiers, la patate douce, le niébé ou le mil.

Face à cette réalité des territoires dominée par la vision marchande de l'agriculture dont l'une des malheureuses conséquences, le recul des cultures vivrières diversifiées bien adaptées à l'environnement au profit de cultures commerciales peu diversifiées, peu respectueuses de l'environnement et exposées aux fluctuations des cours mondiaux de produits bruts, le Grdr en pôle littoral accompagne, à travers deux projets, les populations des régions cibles du littoral à diversifier leur agriculture et à mieux intégrer les marchés urbains (voir encadré 1 et 2). La situation décrite plus haut, au-delà d'induire des pertes importantes en termes de diversité agricole, témoigne d'enjeux fonciers non négligeables.

L'appui aux femmes de la communauté rurale de Ouonck dans la production et commercialisation d'huile de palme et huile de palmiste (2014 – 2017)

A Ouonck (village de la communauté rurale de Ouonck composée de 10 544 habitants dont 53% de femmes), le Grdr, en vue de pallier les menaces qui pèsent sur l'écosystème forestier riche en palmiers sauvages, a mis en œuvre un projet visant à augmenter la productivité des palmeraies sauvages à travers deux entrées : d'une part l'amélioration du niveau d'équipement, qui a permis aux productrices d'obtenir de meilleurs rendements, et, d'autre part, la mise en place d'une démarche de qualification visant à permettre aux consommateurs urbains de distinguer l'huile issue de palmiers sauvages de celle de palmiers domestiques et, ainsi, aux producteurs d'huile issue de palmiers sauvages de protéger leur marché.

Aujourd'hui, grâce au projet, neuf groupements féminins de la communauté rurale de Ouonck ont amélioré en quantité et en qualité leur production d'huile de palme et d'huile de palmiste et sont parvenus à s'insérer durablement sur les marchés porteurs tout en contribuant à la préservation de leurs espaces forestiers.

Les enjeux fonciers et leur régulation.

La régression des espaces de « cultures pluviales » et de la riziculture en zone inondée a des conséquences multiples. Ainsi, s'agissant de l'accès au foncier, ce sont les populations pauvres qui supportent en grande partie les coûts liés à ce déclin des espaces rizicoles en zone inondée, pendant que les riches propriétaires fonciers en tirent un avantage certain. Cette situation a contraint les populations pauvres à se déplacer vers les zones de transition et de plateau qui s'adaptent mieux à la diversification des spéculations culturales et génèrent une certaine valeur ajoutée commerciale.

Dans la pratique, la gestion foncière qui dépendait fortement du terroir a dû subir de profonds changements liés à la nouvelle nomenclature de la gestion du patrimoine foncier dont l'État constitue le principal régulateur. Ainsi, au-delà même des mécanismes traditionnels de gestion des terres fondés sur les ententes entre les habitants du terroir et les nouveaux occupants, des perturbations nées des conflits entre usagers sont de plus en plus manifestes, affectant ainsi les règles de gouvernance foncière.

On note cependant la contribution très remarquée des régulateurs sociaux, traditionnels (*kankourang*) en Guinée-Bissau et l'implication des communes qui statutairement en ont la légitimité dans la gestion du domaine foncier au Sénégal.

Il n'en demeure pas moins que le règlement difficile de ces tensions reste lié au croît démographique, aux investissements des transnationaux et au rétrécissement des espaces vitaux qui modifient la configuration du terroir dont les limites progressent sans cesse selon les besoins.

Au regard de l'importance des activités agricoles dans les différentes localités auxquelles s'ajoutent les pressions des États et de leurs bailleurs privés, la question foncière demeure un enjeu de développement qui interpelle tous les acteurs, au risque d'être un facteur déstabilisant, incontrôlable.

La mise en place d'un fonds incitatif « noix de cajou de qualité ».

Depuis 2015, le Grdr met en œuvre un projet d'appui à la diversification et à la production d'une noix de qualité. Dans le cadre de ce projet, une étude de la situation de référence a été réalisée. Celle-ci a révélé que la plupart des petits producteurs de cajou des régions Oïo et Cacheu anticipent sur la vente de leurs productions de noix pour satisfaire des besoins urgents de trésorerie. Ils prennent ainsi souvent à crédit des produits de première consommation alimentaire chez des commerçants. Ces crédits sont remboursés lors des récoltes en nature ou en liquide, le plus souvent à des prix largement inférieurs à ceux appliqués sur le marché. Dans la perspective de renforcer le pouvoir de décision des producteurs et surtout les libérer de ce cycle d'endettement qui ne les avantage guère, le Grdr met en place, en collaboration avec l'organisation paysanne OPRO, un financement incitatif pour des petits producteurs disposés à s'engager dans une démarche qualité. Il permettrait autant de répondre à l'enjeu d'amélioration de la qualité et des rendements que de limiter les tendances à l'endettement pré-récolte. En filigrane, il renforcerait les capacités de négociation des petits producteurs

ILS FONT LE GRDR

Abdou Aziz Badji, un agropasteur militant.

par Elisabeth Muller,
Secrétaire du conseil d'administration, coordinatrice de la publication

Abdou Hadji Badji, que tout le monde appelle Aziz, est membre du Conseil d'Administration du Grdr et du Conseil d'Orientation et de Suivi (COS) de Ziguinchor. Les COS sont des groupes d'adhérents qui appuient les cellules du Grdr. Il s'agit d'organes spécifiques et originaux de la vie associative de notre association, qui ancrent notre action dans les territoires.

Les jeunes années, de la Casamance au fleuve Sénégal

Aziz est né en 1953 à Thionck Essyl à 65 km au nord-ouest de Ziguinchor. Thionck-Essyl est une bourgade tranquille qui a totalement préservé son authenticité de grand village à l'étonnante hospitalité, soucieux de ses traditions. Aziz y a suivi ses études primaires, puis les a poursuivies à Sédhiou et à Dakar. Il a débuté sa vie professionnelle en tant que chef de chantier au sein de l'entreprise Franzetti. Il a ainsi participé à l'aménagement du lac de Guiers et à la mise en place de conduites d'eau jusqu'à Dakar. Moins connu que le lac Rose, ce lac d'eau douce situé dans le haut delta du fleuve Sénégal est pourtant le plus grand du pays. En 1975, Aziz devient chef magasinier pour la Compagnie sucrière sénégalaise, dans la ville de Richard-Toll.

Le retour en Casamance : le début d'une vie dédiée à l'agropastoralisme.

En 1981, à l'âge de 28 ans, il revient à Thionck Essyl, sa ville natale. Il s'y installe comme agriculteur, métier qu'il exerce toujours aujourd'hui. Il cultive du riz, du mil, des agrumes et des manguiers. Il fait aussi de l'élevage (bovins, caprins, volailles) et un peu d'artisanat, en s'efforçant toujours de respecter l'environnement, grâce à des pratiques agro écologiques.

Un militant parmi les paysans

C'est à cette époque qu'Aziz décide de s'investir au sein du mouvement associatif et des organisations paysannes, où il prend rapidement des responsabilités. Cet engagement s'est justifié par une volonté profonde d'interpeller les autorités pour favoriser la professionnalisation des agriculteurs.
En 1982, il devient coordonnateur de l'entente de « Jimuuten », un réseau d'associations actives au sein de la Fédération des Organisations Non Gouvernementales du Sénégal (FONGS) dont il est d'ailleurs trésorier général depuis 2007. En 1986, il participe à la création de la coordination des organisations professionnelles et rurales du

département de Bignona. Il en deviendra le Président en 1999. Cette même année, il est également élu à la tête du Cadre Régional de Concertation des Ruraux (CRCR) de Ziguinchor, fonction qu'il exerce toujours aujourd'hui. Et de 2000 à 2008 il dirige l'antenne de Ziguinchor du FONGS à Ziguinchor.

La rencontre avec le Grdr

C'est au cours de cet engagement au sein du monde associatif qu'il se rapproche du Grdr, d'abord timidement, du temps de Joachim Diouf, puis de manière franche lorsqu'Abdou Mané est coordinateur de l'antenne du Grdr à Ziguinchor. A deux, ils réfléchissent « terroir », avec des valeurs de reconnaissance de l' « Autre » et des repères pour les communautés de cette région à la richesse culturelle inépuisable, composées de très nombreuses ethnies, tout en respectant la nature et l'environnement.

Le Grdr et le CRCR se sont retrouvés parmi les membres fondateurs de la cellule de Ziguinchor du Collectif des organisations non gouvernementales d'appui au développement (CONGAD), qui défend les intérêts des exploitations familiales au niveau national. Un travail qui a contribué à faire reconnaître le métier d'agriculteur et l'identité paysanne par le gouvernement du Sénégal. Avant, des métiers tels que mécanicien, ou menuisier, par exemple, étaient considérés comme plus valorisants. « *Nous avons participé à 95 % à l'élaboration de la loi d'orientation agro sylvo pastorale votée en 2004. Les exploitations familiales agricoles sont essentielles pour le pays. C'est là que l'on crée des emplois et des richesses. Nous devons miser sur elles pour la stabilité de notre pays* ».

Nouvelle loi foncière, fruit d'une négociation entre l'Etat et les organisations paysannes.

« *Nous avons participé très tôt à la formulation des propositions pour une réforme foncière acceptée par les acteurs sénégalais. Dans la loi de 1964, les paysans ne sont que des usufruitiers de la terre. Celle-ci appartient à l'Etat qui peut en disposer et qui gère pour le peuple. Les « agrobusiness » eux, disposent de titres fonciers alors que les paysans nourrissent le pays. Nous n'étions pas d'accord sur certaines propositions qui pouvaient favoriser la marchandisation du foncier au Sénégal. La commission nationale de réforme foncière mise en place par le Président Macky Sall avec une participation active de la société civile se voulait une réforme consensuelle inclusive, participative et aboutie prenant en compte la base des directives volontaires de la FAO. Celles-ci ont été acceptées par notre pays sur la base des propositions paysannes.* »

Vers d'autres transferts de responsabilités aux paysans

Actuellement, le Président du Sénégal veut développer le pays par pôles et a commencé par le pôle de développement de la Casamance (régions de Sédhiou, Kolda et Ziguinchor). L'idée est de soutenir la production de riz, le développement de l'horticulture, la fourniture d'équipements agricoles et post récolte, de semences et intrants pour les paysans. Le CRCR est actif au sein du Comité de suivi de ce projet et des conventions de production ont été signées avec les organisations paysannes. Elles gèrent elles-mêmes les subventions (équipement de matériel agricole et choix du type de matériel, semences). Antérieurement, ces financements étaient gérés par les services techniques de l'Etat et les Collectivités Locales et arrivaient difficilement au niveau des acteurs.

« *Le Grdr a aidé à reconnaître qu'au niveau des organisations paysannes il y avait des savoirs et connaissances à prendre en compte. Il a agi avec beaucoup de respect pour la cause paysanne, pour accompagner les dynamiques territoriales à se gouverner dans le bon sens et en tenant compte des valeurs développées par les acteurs des terroirs*.

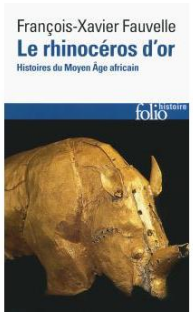
LU POUR VOUS

Par Michel Colin de Verdière

Membre du conseil d'administration

Pour ceux d'entre nous qui aiment lire, l'hiver est la saison propice à ce ressourcement. Quelques titres à lire, à partager et, pourquoi pas, à offrir, pour prendre un peu de recul avec les interrogations du moment. Retrouver la sérénité du temps long et voyager par les mots de l'Autre.

Le rhinocéros d'or, *François-Xavier Fauvelle*, Gallimard folio.



Moyen-Age africain. Pour ceux qui ne le sauraient pas encore, l'Afrique est entrée dans l'histoire.

Un recueil de textes sur l'Afrique des « siècles d'or » vous fera rêver de l'empereur Mûsâ, de sites magiques dans l'actuelle Mauritanie, et même de récits maritimes…

Histoire et politique dans la vallée du fleuve Sénégal : Mauritanie

Mauritanie. Vient de paraître. Un livre qui a l'ambition de resituer l'histoire des peuples du fleuve dans celle de la Mauritanie.

Mariella Villasante Cervello, et Raymond Taylor nous livrent une somme magistrale sur une région au cœur de l'action du Grdr.

Le monde changera un jour

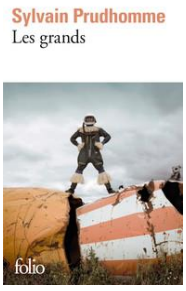
La famille du Grdr écrit aussi ses mémoires.

(nos 50 ans approchent !)

Colin Maillard et *Moussa Bakary Fofana* ont été édités par ATD-Quart Monde dans un recueil de nouvelles en juin 2017.

Vous y découvrirez **Bakary et le Symbole**. Cet hommage au double-espace cher au Grdr comme le portrait de **Doulo Fofana** méritent d'être connus.

Les grands, Gallimard folio



Guinée-Bissau, 2012. Trente ans de souvenirs d'un groupe de musiciens portés par l'écriture magique de Sylvain Prudhomme.

Un grand roman !

L'empire et les nouveaux barbares.

Les nouvelles fractures du monde. Pourquoi ne pas lire (ou relire) le livre prophétique de *Jean-Christophe Rufin* écrit en 1991 et complété en 2001.

Baganda Sakho, l'inlassable militant citoyen, sera édité demain grâce à nous et à vous.

Le CA du Grdr a décidé de soutenir financièrement ce projet. Pour une édition à compte d'auteur, vos contributions (10 euros par exemplaire ou équivalent en monnaie de votre pays) sont attendues si possible avant fin janvier 2018 (chèque à l'ordre de Grdr et surtout bien mentionner dans l'envoi – souscription ouvrage Baganda).

grdr
Migration - Citoyenneté - Développement
SIEGE SOCIAL
66-72 rue Marceau
93558 MONTREUIL Cedex
Tel : 01 48 57 75 80
COORDINATRICE DE L'ÉDITION
Élisabeth Muller
mail : grdr@grdr.org